

Notice

Demande d'examen au cas par cas pour
l'aménagement d'un parc solaire photovoltaïque
au sol sur l'ancienne décharge communale

Commune d'Aubiat (63260)



Ancienne décharge d'Aubiat – Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes

Date de dépôt du dossier : 21/09/2023

Maître d'ouvrage : Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes Production

Partenaire : Combrailles Durables



Table des matières

Demande d'examen au cas par cas pour l'aménagement d'un parc solaire photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge communale.....	1
Commune d'Aubiat (63260)	1
Résumé non technique.....	3
1. Contexte	4
1.1. Contexte de développement des énergies renouvelables citoyennes	4
1.2. Le contexte local.....	5
1.3. Cadre réglementaire du projet.....	6
1.4. Contributions.....	7
2. Présentation des porteurs de projet	8
2.1. Enercoop AURA : développeur de parcs solaires dans une démarche citoyenne et participative .	8
2.2. Un partenariat citoyen avec Combrailles Durables.....	9
3. Etat initial de l'environnement.....	10
3.1. Environnement humain.....	10
3.2. Environnement physique	14
3.3. Paysage et patrimoine	15
3.4. Environnement naturel	16
4. Le projet de petite centrale photovoltaïque au sol.....	21
4.1. Objectifs du projet.....	21
4.2. Description de la centrale solaire	21
4.3. Descriptif des travaux de construction.....	24
4.4. Descriptif de la phase exploitation	27
4.5. Descriptif de la phase de démantèlement	28
4.6. Planning prévisionnel du projet	29
5. Evaluation des incidences du projet et mesures associées.....	30
5.1. Synthèse des enjeux et recommandations	30
5.2. Synthèse des mesures mises en place.....	33
6. Conclusion	35
7. Annexes	36

Résumé non technique

Dans un contexte de transition énergétique et de développement des énergies renouvelables, la société coopérative Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes projette de construire une centrale photovoltaïque sur la commune d'Aubiat (63), sur l'ancienne décharge communale.

Ce projet s'inscrit dans une démarche de participation citoyenne. Il a été initié par le partenariat entre deux coopératives : Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes et la coopérative citoyenne Combrailles Durables qui organise la mobilisation des citoyens sur des projets photovoltaïques localement.

La centrale photovoltaïque d'Aubiat s'étendra sur une surface globale de 5 590 m² environ, ce qui représente une petite installation à dimension locale. La surface réelle des modules photovoltaïques composant la centrale sera de 2500 m². Cette petite taille facilite l'intégration du parc photovoltaïque dans son environnement, mais également l'intégration de la production sur le réseau électrique de distribution.

La centrale développera une puissance installée de 529 kilowatts-crête et générera 638 mégawattheures par an d'électricité propre soit la consommation électrique annuelle hors chauffage de 300 personnes ou 130 foyers.

La centrale photovoltaïque permettra d'éviter 30 tonnes de CO₂ par an par rapport au bouquet énergétique français actuel.

Au-delà de ces bénéfices écologiques, la notice suivante met en évidence que la centrale photovoltaïque d'Aubiat ne générera pas d'impact significatif sur son environnement humain, naturel et paysager.

Le cadre naturel et paysager façonné par les activités humaines (ancienne décharge, hangars et serres agricoles, antenne telecom) est en effet favorable à l'installation d'une centrale photovoltaïque de cette envergure.

1. Contexte

1.1. Contexte de développement des énergies renouvelables citoyennes

Le réchauffement climatique est un phénomène global qui bouleverse les sociétés humaines. Sa cause principale est le rejet de CO₂ dans l'atmosphère principalement dû à la combustion d'énergies fossiles pour les activités humaines. L'un des leviers d'actions pour atténuer le réchauffement climatique consiste à développer des moyens de production d'énergie ne rejetant pas ou peu de CO₂ dans l'atmosphère, comme les énergies renouvelables, tout en favorisant les économies d'énergie.

Dans le même temps, la raréfaction des ressources fossiles et fissiles ainsi que les tensions géopolitiques autour de l'approvisionnement en combustibles rendent nécessaire l'indépendance énergétique. Dans ce contexte, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) 2019-2028 prévoit pour la trajectoire photovoltaïque en France, 20 GW installés fin 2023 (vs. 17,3 GW installés à mi-2023) et 35 GW fin 2028. Cette accélération est envisageable grâce au développement de parcs solaires photovoltaïques, en complément de l'équipement des toitures et des ombrières de parking qui restent des projets plus complexes et plus coûteux. Pour les projets au sol, l'Etat encourage le choix de terrains dégradés ou déjà anthropisés et ENERCOOP s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Dans ce contexte de crises climatique et énergétique, les citoyens et les territoires s'engagent à leur échelle pour participer à la transition énergétique. Les projets citoyens de production d'énergies renouvelables s'appuient sur les 5 principes fondamentaux suivants selon la charte d'Energie Partagée :

- a) L'intérêt territorial : la maîtrise du projet reste aux mains des habitants et des acteurs de territoire qui garantissent des retombées locales ;
- b) La gouvernance partagée : toutes les décisions au sein de la société de projet sont prises de façon démocratique et transparente ;
- c) La dynamique locale : le recours privilégié aux compétences locales et la mobilisation du territoire ;
- d) L'exigence écologique : le projet s'inscrit dans une démarche de réduction des impacts environnementaux et des consommations d'énergie ;
- e) Le recours à l'investissement public et citoyen : la mobilisation de l'épargne des ménages et des capacités d'investissement des collectivités.



Disposant d'un capital social provenant de ses sociétaires personnes physiques et collectivités de l'ensemble de la région, et structuré sous forme de société coopérative, Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes est attaché aux principes de gouvernance partagée. Pour ce projet, nous sommes également en partenariat avec la SCIC Combrailles Durables associée aux actions d'animation et de concertation locale.

1.2. Le contexte local

2.2.1. Un projet de territoire soutenu par les acteurs locaux

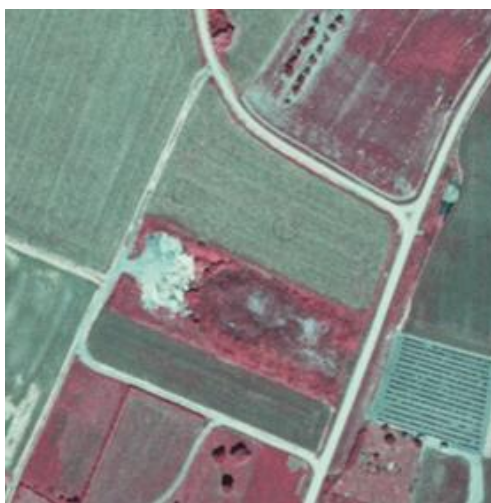
Le projet est soutenu par la mairie d'Aubiat, propriétaire du terrain de l'ancienne décharge communale. Le Conseil Municipal a pris une délibération (n° 11/2022) le 14 mars 2022 approuvant le lancement du projet et autorisant le maire à signer une promesse de bail avec Enercoop. La promesse de bail emphytéotique a été signée le 17 octobre 2022 entre Enercoop AURA Production et la commune d'Aubiat. Elle préfigure le bail qui autorise Enercoop à utiliser le terrain pour exploiter une centrale photovoltaïque pour une durée de 30 ans.

Ce projet de parc photovoltaïque citoyen s'inscrit dans la décentralisation des moyens de production énergétique : les systèmes décentralisés permettent de produire au plus près des lieux de consommation au moyen de technologies sûres et maîtrisées et sans rejet nocif pour l'environnement.

La dynamique autour de cette production d'énergie (inauguration, mise en valeur locale, animations...) et les moyens financiers qu'elle dégagera permettront le développement d'autres projets collectifs localement et la réappropriation des enjeux énergétiques par les habitants.

2.2.2. La valorisation d'un terrain dégradé

Le terrain correspond à l'ancienne décharge et est situé au nord du village, dans une zone dédiée à la transformation agricole et au-delà des quartiers habités. Ce projet sur l'ancienne décharge permettra de valoriser un foncier dégradé, impropre à toute culture et projet de construction.



Vue de la parcelle en 1985, alors exploitée comme décharge (source : IGN)

Le terrain réunit donc tous les critères pour le développement d'une centrale photovoltaïque au sol :

- Une parcelle anthropisée et dégradée sans usage actuel ni futur, considérée en friche par la commune,
- Une topographie plane,
- La proximité d'une ligne aérienne moyenne tension pour injecter l'électricité produite dans le réseau public de distribution d'électricité,
- Une localisation hors périmètre d'un monument historique,
- Un règlement d'urbanisme actuel et futur autorisant l'installation d'un parc solaire,

- Une intégration paysagère facilitée,
- Des conditions techniques de construction et d'exploitation favorables,
- Un accès sécurisé au site,
- Un ensoleillement favorable.

1.3. Cadre réglementaire du projet

1.3.1. Au titre du code de l'environnement

Le Code de l'environnement soumet à examen au cas par cas « les ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance est supérieure ou égale à 300 kilowatts » (Annexe, article R. 122-2 point 30). Ce projet ne relève pas d'autres catégories de projets.

CATÉGORIES de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas
30. Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 1 MWc, à l'exception des installations sur ombrières	Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc

Figure 1 – Cadre réglementaire au titre du code de l'environnement

Lorsqu'un projet relève du champ de l'examen au cas par cas, l'autorité environnementale apprécie si le projet en question est susceptible ou non d'avoir un impact notable sur l'environnement. Cette analyse repose sur les critères énumérés à l'annexe de l'article R122-3-1.

Comme présenté dans la suite de cette note, le projet n'entraîne aucun impact sur les milieux aquatiques, ni aucune imperméabilisation du sol, l'eau pouvant circuler sous les panneaux. Il n'est donc pas soumis à la Loi sur l'Eau.

1.3.2. Au titre du code de l'urbanisme

L'article R421-9 du code de l'urbanisme indique que la construction des « ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est [...] supérieure ou égale à trois kilowatts et inférieure à un mégawatt quelle que soit leur hauteur » doit être précédée d'une déclaration préalable.

1.3.3. Contenu du dossier déposé pour examen au cas par cas

Le dossier pour examen au cas par cas est composé du CERFA n° 14734*04 et d'annexes réglementaires. Pour une meilleure information sur les enjeux de ce projet, Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes fait le choix de compléter sa demande d'examen au cas par cas par la présente notice d'impact, composée de :

- Une analyse de l'état initial,
- Une description du projet d'installation,
- Une évaluation sommaire des impacts et des mesures à mettre en œuvre,
- Une conclusion,
- Des annexes graphiques.

1.4. Contributions

Le dossier pour l'examen au cas par cas est réalisé par la maîtrise d'ouvrage, sur la base d'un diagnostic écologique et avec l'appui des services de l'état.

Un résumé des contributions se trouve dans le tableau ci-dessous :

Structure	Rôle	Contact	Contribution
Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes Production (maître d'ouvrage)	Chargée de projet énergies renouvelables	Sur demande	Rédaction de la notice
Direction Départementale des Territoires 63 (DDT63)	Chargé de mission transition écologique		Note d'opportunité sur les enjeux du projet (7/12/2022)
CREXECO	Codirigeant Expert herpétologie, mammologie, entomologie		Réalisation d'un pré diagnostic environnemental et recommandations
	Naturaliste faune		
	Naturaliste flore		
Commune de Aubiat	Elue à l'environnement		Servitudes, données décharge

Figure 3 – Contributions à l'examen au cas par cas

2. Présentation des porteurs de projet

2.1. Enercoop AURA : développeur de parcs solaires dans une démarche citoyenne et participative

Créée en 2010, Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes (EAURA) est une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) dont les missions principales sont la fourniture d'énergie et le développement de moyens de production d'énergie renouvelable dans une démarche citoyenne participative.

Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes Production est une filiale d'Enercoop-Auvergne-Rhône-Alpes permettant l'investissement, le développement et l'exploitation de moyens de production d'énergies renouvelables.

A ce jour, une dizaine de projets sont en développement dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, gérés par les cinq personnes de l'équipe technique. A l'échelle du réseau national Enercoop, ce sont une quarantaine de chargés de projets qui œuvrent au sein de 11 coopératives régionales et 12 petits parcs photovoltaïques au sol sont déjà en exploitation.

Le développement de moyens de production d'électricité verte répond à un objectif d'approvisionnement durable des 200 000 clients Enercoop par la création d'une boucle « locale » de l'énergie, un lien de proximité entre producteur et consommateurs, ainsi qu'une volonté d'accélérer la transition énergétique des territoires dans une approche globale.

La coopérative agit comme un service citoyen pour accélérer la transition énergétique du territoire. Cette démarche se traduit par une forte implication des acteurs locaux (citoyens, collectivités, entreprises...) dans les projets sous ses différents aspects :

- Participation à la gouvernance grâce à un sociétariat de la coopérative ouvert à toutes les parties-prenantes, les sociétaires d'Enercoop AURA se répartissent en quatre collèges leur permettant de participer aux décisions de la coopérative ;
- Implication dans le développement et la construction des projets des acteurs locaux : relais pour des actions de communication, tenue de réunions publiques, organisation de réunions spécifiques (enjeu environnemental et paysager du projet, maîtrise de l'énergie, animations dans une logique d'éducation populaire...), interlocuteurs auprès des entreprises de construction...
- Participation à l'investissement dans les grands projets via l'émission de titres participatifs, la prise de parts sociales, des possibilités de comptes courant d'associés....

La qualité de cette démarche citoyenne participative est garantie par les statuts d'EAURA, de forme juridique de SCIC SA, dont on peut lister les éléments structurants :

- Un principe de gouvernance partagée "1 personne = 1 voix" : tout sociétaire a le même poids dans les décisions, indépendamment du nombre de parts sociales qu'il détient.



- Un objectif de rentabilité modérée : les bénéfices annuels de la coopérative peuvent être distribués aux sociétaires dans une limite de 43% de leur montant, le reste étant affecté aux réserves impartageables et donc destiné à de nouveaux investissements dans la transition énergétique.

2.2. Un partenariat citoyen avec Combrailles Durables

Créée en 2009 sous forme d'association à Loubeyrat, au nord de Clermont-Ferrand, Combrailles Durables est aujourd'hui une société coopérative d'intérêt collectif qui compte plus de 380 coopérateu·rices et une salariée pour développer des projets de production d'énergie renouvelable et gérer l'exploitation des centrales.

Combrailles Durables est un acteur citoyen local qui promeut une démarche cohérente basée sur le triptyque « Sobriété, efficacité, renouvelables » et a, à ce jour, financé, construit et exploité 23 installations photovoltaïques citoyennes installées sur des toitures publiques du Puy-de-Dôme.

Combrailles Durables et Enercoop s'associent dans une démarche inédite de développement de parcs solaires avec l'objectif de développer des petits parcs solaires au sol sur des terrains dégradés ou délaissés :

- D'un côté, une coopérative citoyenne qui mobilise les acteurs du territoire autour de projets d'énergies renouvelables,
- De l'autre, un développeur et fournisseur coopératif qui rachète directement l'électricité produite et la distribue à ses clients. Enercoop sécurise ainsi un volume de production sur le long terme à un prix fixe dans une logique d'approvisionnement durable.



Figure 4 – Signature du partenariat Combrailles et Enercoop AURA, juin 2022.

3. Etat initial de l'environnement

3.1. Environnement humain

3.1.1. Situation géographique et administrative

Aubiat est une commune rurale de 955 habitants (2020) située au nord de Clermont-Ferrand et au Nord-Est de Riom. La commune fait partie de la communauté de communes Plaine Limagne. Le projet est situé sur l'ancienne décharge communale, à la sortie nord du bourg (lieu-dit de Montclavel). Le projet concerne la parcelle YB 0194, située place des Batailles.

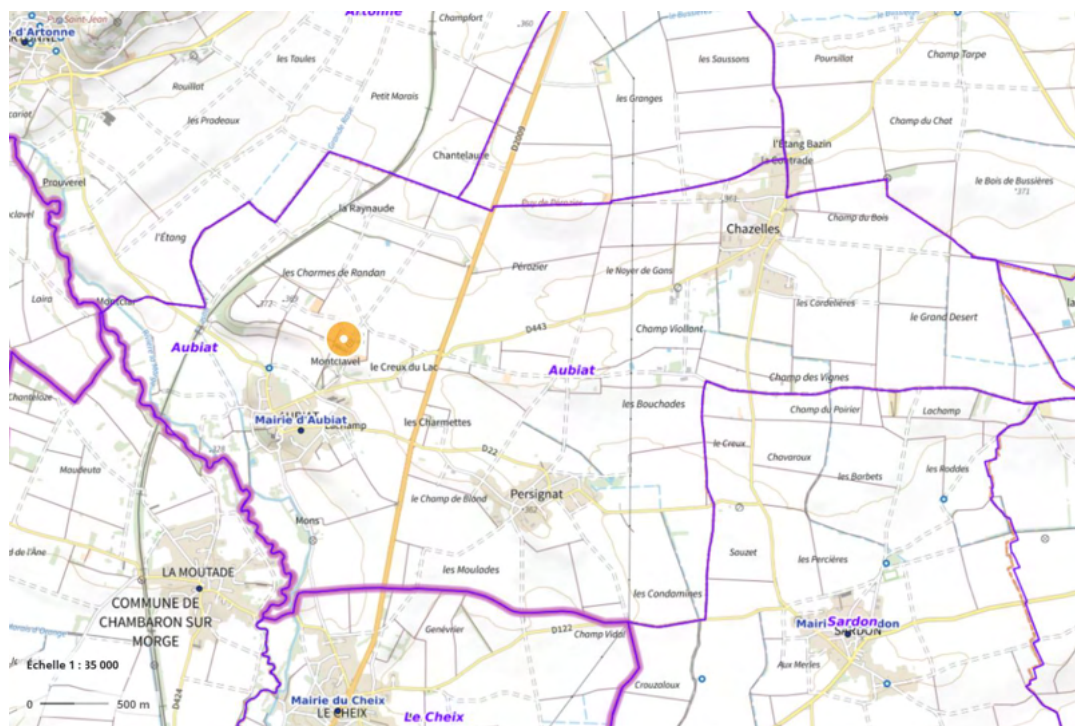


Figure 5 - Plan de situation du projet (échelle 1/35 000è - Source IGN Topo)

3.1.2. Abords du projet

L'ancienne décharge se situe dans un environnement aujourd'hui agricole.

La parcelle YB193, au sud de la ZIP, est occupée par deux bâtiments appartenant à la SICARAPPAM, coopérative agricole de producteurs de plantes médicinales et aromatiques en agriculture biologique.

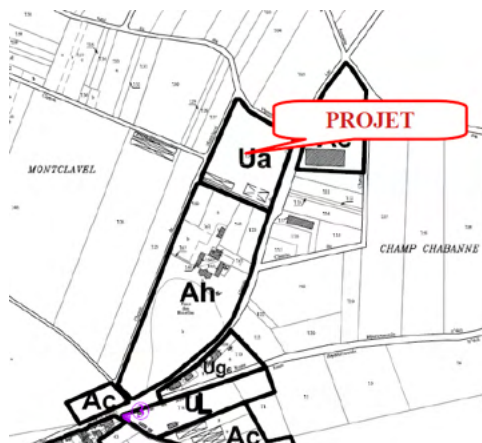


Figure 8 – Plan des abords du projet

3.1.3. Documents d'urbanisme

La commune de Aubiat possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur arrêté le 30 mai 2012 et approuvé le 10 juin 2013.

La parcelle YB0194 concernée par le projet est classée en zone Ua « zone urbaine destinée notamment à l'installation d'une coopérative agricole de producteurs de plantes aromatiques et médicinales. »



Extrait du PLU d'Aubiat

Ce zonage correspond à l'implantation de la coopérative au sud de la parcelle. Cependant, l'ancienne décharge n'est pas propice à la culture (voir volet « agriculture »), cette parcelle n'a donc jamais été utilisée conformément au zonage.

Le règlement écrit précise dans la section 1, article Ua2 - sont autorisés sous conditions « Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général. ». La Cour administrative de Nantes a reconnu que : « les panneaux photovoltaïques en cause, destinés à la production d'électricité, et contribuant ainsi à la satisfaction d'un intérêt public,

doivent être regardés comme des installations nécessaires à un équipement collectif au sens des dispositions l'article L. 123-12 du code de l'urbanisme ».

Un parc solaire photovoltaïque dont la production est vendue assure « un service d'intérêt général correspondant à un besoin collectif de la population » (CE, 18/10/2006, n°275643) et contribue à la satisfaction d'un intérêt public (CAA de Nantes, 23 octobre 2015, n° 14NT00587). Il est considéré par la jurisprudence comme un équipement collectif et d'intérêt général, comme l'a rappelé le gouvernement dans sa réponse à la question N°10650 en 2020. Le projet est compatible avec le document d'urbanisme en vigueur.

L'intercommunalité Plaine Limagne dont fait partie la commune de Aubiat est en cours d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi-H). Le zonage en projet de ce PLUi prévoit de déterminer les secteurs préférentiels pour accueillir du photovoltaïque au sol conformément aux dispositions de la charte départementale sur le photovoltaïque, c'est-à-dire prioritairement des « terrains fortement dégradés ou pollués », comme « d'anciennes décharges réhabilitées présentant des enjeux limités en termes de biodiversité ou de paysage ». Le projet étant en accord avec cette orientation, il est probable qu'il soit également compatible avec le futur zonage du PLUi-H.

3.1.4. Autres documents cadres

La commune n'est pas soumise à la loi montagne.

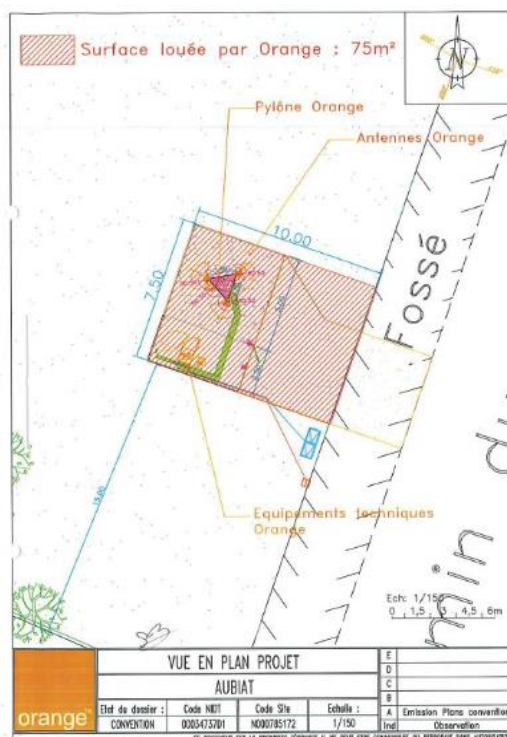
La communauté de communes Plaine Limagne est également engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique à travers son plan climat air énergie territorial (PCAET), dont la stratégie et le plan d'action ont été adoptés en conseil communautaire le 24 septembre 2019. Ce plan d'action vise un développement de la production d'énergie de multiplié près de 2,5 à l'horizon 2030, dont 14% lié au photovoltaïque. Le projet permet donc la déclinaison de cet axe du PCAET.

En 2022, le département du Puy-de-Dôme a élaboré une charte sur le développement du photovoltaïque dans une réflexion collective avec les acteurs du territoire. Ce projet respecte la charte de développement du photovoltaïque sur le département et participe aux objectifs de transition énergétique du territoire.

3.1.5. Réseaux et servitudes

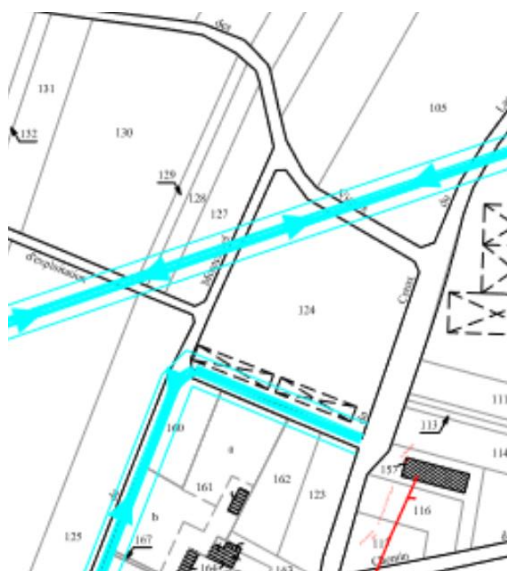
Le site est accessible directement par la route (place des Batailles).

Une antenne de télécommunication est présente sur la parcelle et sera exclue de l'emprise du projet.



Emplacement de l'antenne sur une zone clôturée de 75 m²

Le site est soumis à la servitude d'utilité publique lié au passage du réseau électrique HTA (servitude I4). C'est sur ce réseau public de distribution d'électricité que la centrale solaire injectera l'électricité produite.



I4 Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques

Le raccordement envisagé consiste en deux points de livraison basse tension de 250 kVA, reliés au réseau HTA souterrain de la place des Batailles par l'intermédiaire d'un poste de transformation BT/HTA existant ou à créer. Dans ces conditions, la distance de raccordement est de l'ordre de 20 m.



Schéma de branchement et de raccordement projeté

3.1.6. Usage des sols

Le projet est situé sur l'ancienne décharge d'Aubiat. Celle-ci n'est pas répertoriée dans l'inventaire national des sites dégradés ou potentiellement pollués (BASIAS, BASOL). Une attestation de la commune d'Aubiat datant du 19 janvier 2023 indique l'utilisation de la parcelle en tant que décharge publique jusque dans les années 70 (annexe C2).

Le terrain est largement remanié (talus caractéristique du remblaiement de la décharge au sud) et n'est plus utilisé aujourd'hui. Le projet ne mettra pas à nu les déchets (pas de terrassement).

Par ailleurs, la parcelle est située dans une zone agricole productive, en Limagne agricole, sur une parcelle non déclarée à la PAC et entourée de parcelles de grandes cultures. Le projet est envisagé sur la parcelle cadastrale YB 194, contiguë à la parcelle YB 193, parcelle d'implantation d'une activité agricole, classée en zone Ua.

La zone Ua est une zone destinée à l'implantation d'une activité de transformation agricole. Le projet agricole n'a pas abouti. Le site est une ancienne décharge et ne permet pas d'envisager une activité agricole future.

3.2. Environnement physique

3.2.1. Hydrologie

Aucun captage d'eau souterraine n'est recensé dans le périmètre du secteur d'étude.

L'implantation des panneaux photovoltaïques n'artificialise pas le sol et sa très faible surface d'emprise combinée à une installation des panneaux non jointive (la surface formée par les panneaux n'est pas étanche) ne modifiera pas la surface d'infiltration ou l'écoulement des eaux.

3.2.2. Risques naturels

La commune d'Aubiat n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels.

Le terrain est soumis au risque sismique (aléa modéré) et au retrait gonflement des argiles (aléa faible).

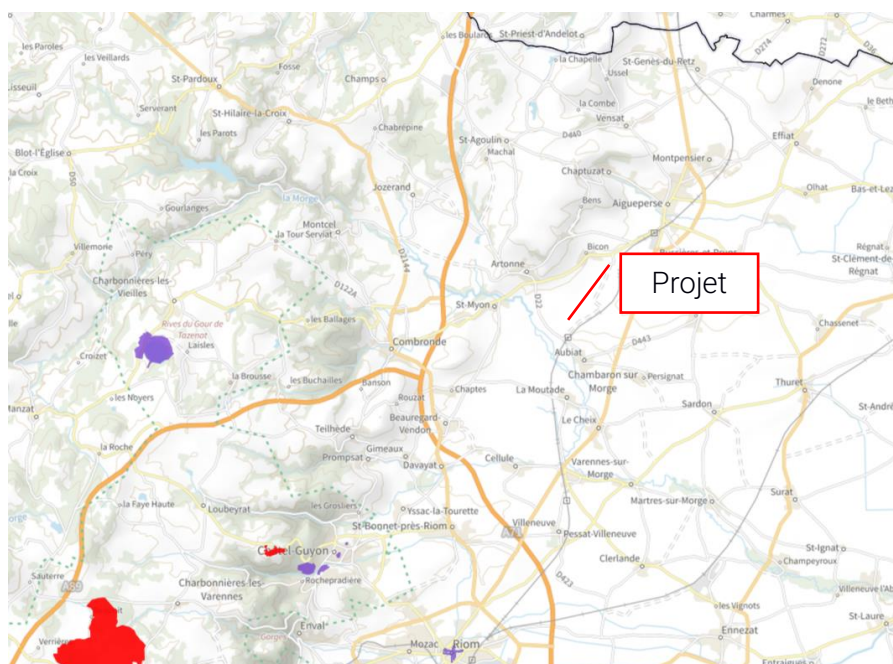
Le site de présente pas de risque avéré de niveau important ou rédhibitoire avec l'implantation d'un parc PV au sol.

3.3. Paysage et patrimoine

3.3.1. Zone de protection patrimoniale

Le projet se situe en dehors de toute zone de protection patrimoniale.

Aucun site classé ou inscrit ne sont situés à moins de 10 km, le premier site inscrit étant à Riom à 10,75 km, sans lien avec le projet.



Sites classés (en rouge) et inscrits (en violet) Extrait Carto DatARA

3.3.2. Paysage proche

L'inventaire des paysages classe cette zone dans la famille de paysages « Les limagnes et terres de grandes cultures ».

La parcelle est située dans une zone dédiée à l'urbanisation. Les panneaux solaires seront très peu visibles depuis la route ou les chemins ruraux du fait des haies existantes qui seront conservées. Il ne sera visible d'aucune habitation ni de la voie publique.

3.4. Environnement naturel

Les éléments ci-dessous sont extraits du pré-diagnostic environnemental réalisé par le bureau d'études indépendant CREXECO. Le rapport complet est annexé à la présente notice.

L'étude a été menée sur 4 aires d'étude en fonction des éléments recherchés :

- Aire d'étude immédiate (parcelle + tampon de 30 m) : aire d'inventaires
- Aire d'étude rapprochée (1 km) : bibliographie et fonctionnement écologique global de la zone
- Aire d'étude intermédiaire (5 km) : données bibliographiques et déplacement à grande échelle
- Aire d'étude éloignée (10 km) : données bibliographiques et déplacement à grande échelle ((avifaune, chiroptères et faune terrestre mobile)

3.4.1. Zonages écologiques

Natura2000

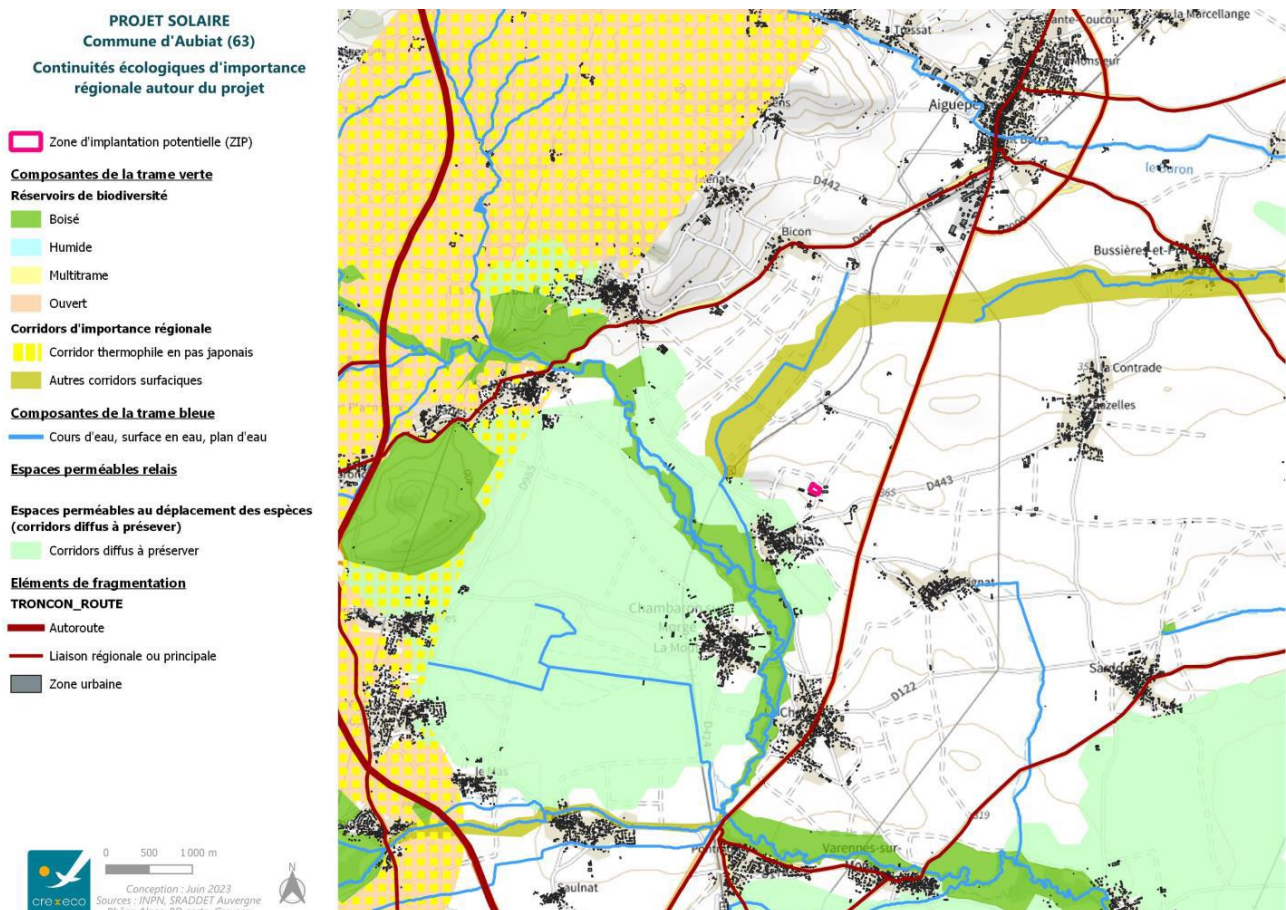
Un seul site Natura 2000 a été recensé dans un rayon de 10 km autour de la ZIP : la ZSC FR8301036 « Vallées et côteaux thermophiles au nord de Clermont-Ferrand » à 2,6 km. Le lien écologique potentiel avec la ZIP est faible. La ZIP est relativement éloignée de l'entité la plus proche de cette ZSC, elle n'a pas de lien fonctionnel notable avec celle-ci. Parmi les espèces ayant contribué à sa désignation la seule pouvant fréquenter l'aire d'inventaires est la Laineuse du Prunellier mais cela reste peu probable compte-tenu du contexte agricole intensive autour.

ZNIEFF

Dans un rayon de 10 km autour de la ZIP, 16 ZNIEFF de type I sont recensées mais aucune d'elle n'a de lien écologique jugé significatif avec la ZIP.

PNR

Un Parc Naturel Régional (PNR), 11 sites gérés par le CEN et 1 Espace Naturel Sensible (ENS) sont également présents dans un périmètre de 10 km autour de la ZIP.



Continuités écologiques d'importance régionale autour de la ZIP (Source SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes)

La ZIP n'est incluse dans aucun réservoir de biodiversité ou corridor d'importance régionale. La zone peut représenter un réservoir local (zone refuge au sein d'un secteur de monoculture intensive), mais en l'état actuel, la ZIP ne représente pas un élément de continuité écologique significatif.

3.4.3. Données bibliographiques

Les bases de données consultées sont les suivantes :

- La base de données floristiques de Biodiv'AURA (données du CBNMC)
- La base de données participative Faune France
- Les différentes bases de données de l'OFB (Répartition des carnivores 2012-2017, Répartition des ongulés 2016-2019, Répartition du Castor sur le réseau hydrographique – période 1994-2020)
- Le portail cartographique DatARA de la DREAL

La pré-cartographie des habitats a été établie à partir de photo-interprétation de photos aériennes (IGN, Google, Bing Maps...), des cartographies du Géoportail (carte IGN, modèle numérique de terrain, photos aériennes en IR, carte forestière, registre parcellaire graphique, réseau hydrographique, cartes géologiques...), des zones humides potentielles recensées (AgroCampus Ouest, Infosol) et de sources diverses.

3.4.4. Expertises de terrain

Deux passages sur le terrain ont été réalisés au printemps :

Date	Heure début	Heure fin	Nuage min.	Nuage max.	Vent min.	Vent max.	T° min.	T° max.	Observateur	Groupe(s) étudié(s) / Saisons pour l'avifaune
29/03/2023	15:45	17:00	80	90	0	10	25	25	Hervé LELIEVRE	Habitats / faune terrestre
30/05/2023	8:40	9:55	0	0	0	5	20	21	Laurent DEMONGIN	Avifaune / Reproduction

Flore et habitats

La phase d'investigations a permis de préciser et modifier la délimitation des habitats ainsi que leur détermination à l'aide de critères visibles uniquement sur le terrain. Concernant les zones humides, les critères habitats et floristiques ont été utilisés pour vérifier leur présence.

- 9 habitats naturels différents ont été répertoriés dans l'aire d'inventaires, dont seulement 5 dans la ZIP. La carte suivante les représente avec leur code EUNIS.
- Aucune espèce d'intérêt patrimonial n'a été détectée au sein de l'aire d'inventaires. Compte-tenu des milieux présents, il est très peu probable qu'une espèce à minima vulnérable ou légalement protégée soit présente au sein de la ZIP qui semble plutôt pauvre en espèces.
- 1 EVEC, à niveau d'enjeu fort, a été inventoriée au sein de l'aire d'inventaires, le Robinier faux acacia, dont un arbre de taille importante est présent au centre de la ZIP.
- La probabilité de présence de ZH dans la ZIP est considérée comme très faible selon les données bibliographiques et les observations de terrain.

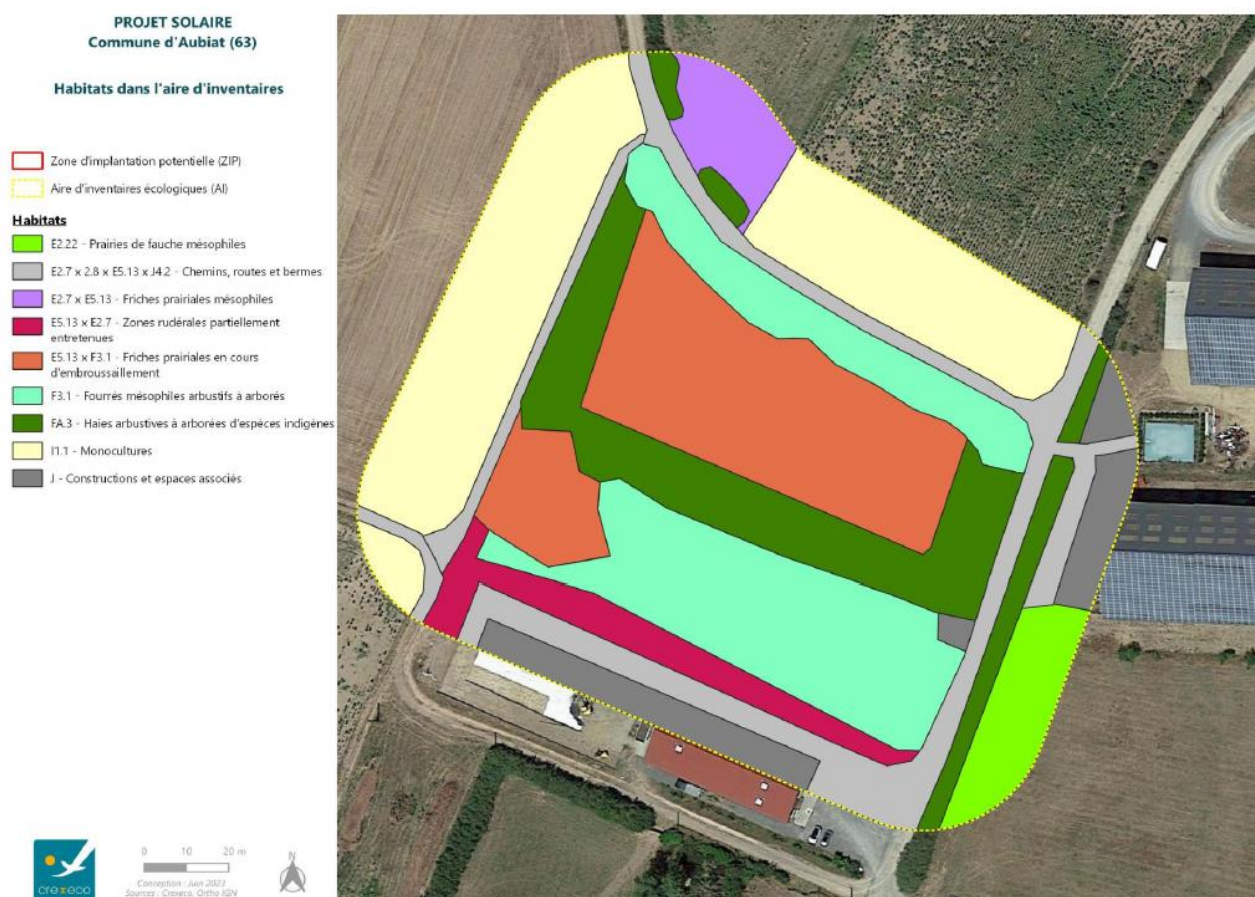


Figure 15 – Carte des habitats dans l'aire d'inventaire (CREXECO)

Faune

Les expertises faunistiques ont été réalisées selon différents protocoles pour les divers groupes étudiés.

- **Avifaune** : un point d'écoute de 20 minutes a été réalisé et 20 espèces d'oiseaux ont été contactées. Seulement 7 espèces nicheuses ont été détectées. Il s'agit d'espèces communes, largement réparties à l'échelle régionale. Bien que les fourrés arbustifs soient favorables à leur alimentation et leur reproduction, la taille très réduite du site et les alentours immédiats principalement occupés par des grandes cultures réduisent certainement l'attractivité de la zone.
- **Autre faune terrestre** : observation directe, indices de présence, recherche à vue dans les habitats les plus favorables. Les espèces recensées sont l'écureuil roux, le lapin de garenne, le lézard des murailles et le lézard à deux raies. En l'absence de milieux aquatiques ou humides dans la ZIP ou à proximité, aucun amphibien n'y est attendu. Parmi les groupes à enjeux, des insectes communs, notamment des lépidoptères et des orthoptères, sont présents dans la ZIP mais aucune espèce à enjeux n'y est attendue. La Laineuse du Prunellier, mentionnée au sein du site Natura 2000 FR8301036 a été recherchée, mais aucun nid n'a été observé.
- **Chiroptères** : en l'absence de gîte potentiel dans la ZIP, aucune espèce de chiroptères n'est susceptible d'y stationner quelle que soit la saison.

4. Le projet de petite centrale photovoltaïque au sol

4.1. Objectifs du projet

Le projet de petit parc solaire photovoltaïque vise à répondre à plusieurs enjeux :

- La résilience du réseau public de distribution d'électricité, par la décentralisation de la production d'électricité,
- L'accélération de la transition énergétique grâce à la production d'une énergie à faible émission de gaz à effet de serre (jusqu'à 30 tonnes de CO2 évitées chaque année)
- Le passage à l'action dans la réponse aux objectifs fixés par le Plan Air Energie Climat Territorial (PCAET) : le parc assurera la production de l'équivalent de la consommation électrique domestique – hors chauffage - de 300 habitants,
- Le développement des énergies renouvelables avec des retombées sociétales :
 - o Gouvernance citoyenne via le partenariat avec la coopérative Combrailles Durables,
 - o Mobilisation des capitaux citoyens et locaux, grâce à l'investissement des sociétaires de la coopérative Enercoop AURA,
 - o Les revenus contribueront au développement de nouveaux projets.
- L'appropriation des enjeux énergétiques par les acteurs locaux, par la mise en valeur du parc au travers d'animations pédagogiques portées par la coopérative citoyenne Combrailles Durables (visites de sites, animation avec les scolaires, réunion d'informations et inauguration, mise en tourisme...).

4.2. Description de la centrale solaire

4.2.1. Généralités

Les panneaux photovoltaïques ou modules permettent de convertir l'énergie lumineuse en énergie électrique. Lorsque les photons frappent ses cellules, ils transfèrent leur énergie aux électrons du silicium. Ceux-ci se mettent alors en mouvement selon un champ électrique créé par la jonction P-N, vers une grille collectrice intégrée, créant ainsi un courant électrique continu dont l'intensité est fonction de l'ensoleillement. Un module convertit ainsi une partie de l'énergie solaire qu'il reçoit en courant électrique continu à faible tension.

Les modules sont câblés en série les uns avec les autres pour former une chaîne afin d'élever la tension au niveau accepté par l'onduleur. Ces chaînes de panneaux (ou strings) peuvent être connectées en parallèle dans un coffret de raccordement (ou string box). De ce coffret, l'électricité sera acheminée en basse tension (BT) jusqu'aux onduleurs où le courant continu est converti en courant alternatif. Puis un transformateur public (Enedis) élève la tension au niveau de tension requis par le réseau électrique public.

L'énergie est livrée et comptée en limite de propriété afin de garantir le libre accès au personnel du gestionnaire du réseau électrique public. Elle est ainsi injectée en basse tension sur le réseau public de distribution.

4.2.2. Eléments constitutifs de la centrale solaire

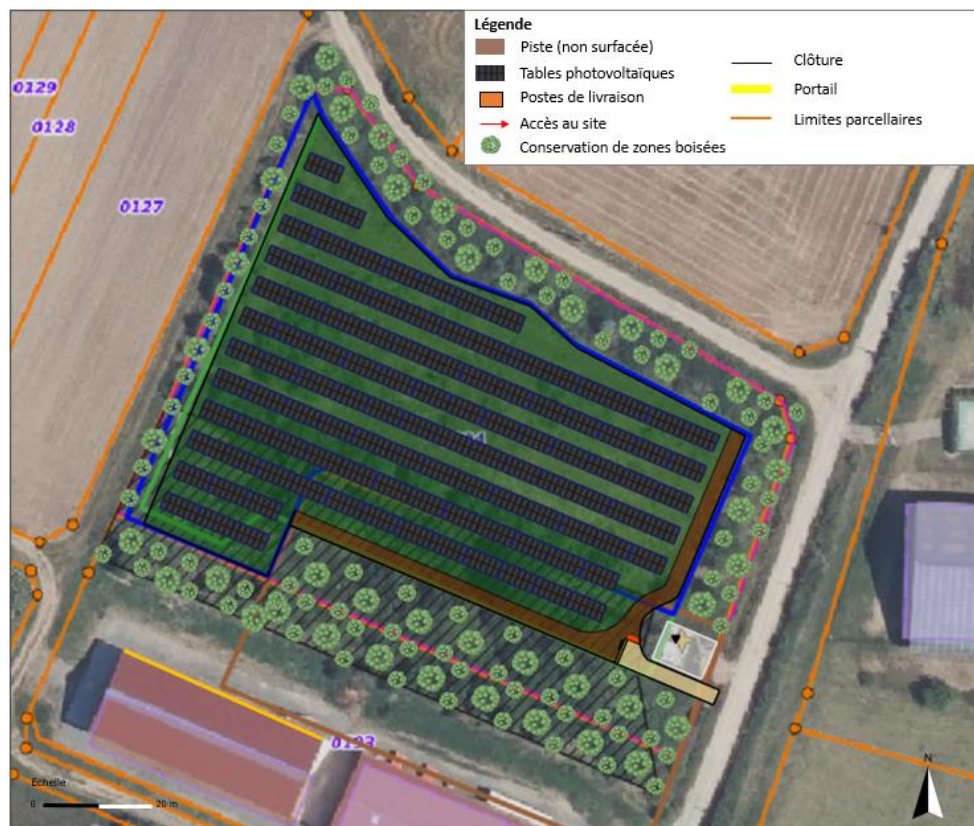


Figure 17 – Plan de masse du projet à date

Les principaux composants de la centrale solaire seront les suivants :

- Les panneaux photovoltaïques ;
- Les structures métalliques de support des panneaux solaires ;
- Les onduleurs ;
- Les réseaux de câbles ;
- Les armoires de livraison ;
- Le transformateur, côté réseau public ;
- La piste de circulation,
- La clôture et le portail d'accès.

4.2.3. Les modules photovoltaïques

Des modules en silicium cristallin sont à ce jour privilégiés pour ce projet de centrale de production d'énergie solaire. En effet, ce type de module bénéficie d'un statut de technologie éprouvée et mature, présente un très bon rendement et un haut niveau de fiabilité. Enfin, comme les cellules sont à base de silicium, élément très abondant voire inépuisable, il n'y a aucune substance toxique et il est donc facile de recycler ces modules conformément aux exigences réglementaires en vigueur (directive DEEE). Ils sont constitués en majorité de verre (face avant), d'aluminium (cadre), de polymères (face arrière et résine d'encapsulation) et de silicium (cellules actives).

La puissance du module sera définie au moment de la construction du parc, en fonction des avancées technologiques réalisées entre la date du dépôt du permis et la date de construction du projet.

4.2.4. Les structures porteuses et les fondations

Les structures supporteront la charge statique du poids des modules et, selon l'inclinaison et la zone géographique d'implantation, une surcharge de vent, neige et glace. Les structures sont modulaires, conçues spécialement pour les centrales solaires au sol et généralement composées d'acier traité contre la corrosion.

Une garde au sol d'un minimum de 0,8 m permet de faciliter l'entretien du site et éventuellement à la petite faune de circuler librement. Cette garde au sol permet également de laisser passer la lumière du soleil sous les modules.

Cette lumière diffuse arrive au niveau du sol et permet à la végétation de se développer. De même, les structures fixes ont une hauteur relativement modeste. Dans un souci d'intégration paysagère, la hauteur maximale des panneaux par rapport au sol sera de 2,5m.

Les panneaux photovoltaïques sont montés en série sur les structures, orientées très légèrement sud-sud-ouest afin de suivre la limite de parcelle et avec une inclinaison de l'ordre de 20°. Une distance suffisante entre chaque rangée est ménagée afin de réduire au maximum l'effet d'ombre portée avec la rangée précédente (environ 3 m) et de pouvoir circuler aisément pour les opérations d'entretien et de maintenance.



Figure 17 - Exemple de structures fixes (Parc solaire de 249 kWc à Lagarde à Camares dans l'Aveyron (12) d'Enercoop Midi-Pyrénées sur une ancienne décharge

Les structures porteuses reposent sur des fondations qui en assurent la stabilité par tous temps. Selon les enjeux environnementaux et la nature des terrains et des sols, il est possible d'utiliser différents types de fondation. Préalablement à la construction, une étude de sol sera réalisée et permettra de définir le type de fondations le plus adapté pour le projet et de dimensionner les fondations.

- Les fondations type pieux ou vis (privilégié)

Dans la plupart des sols, il est possible d'utiliser des pieux enfoncés dans le sol par le biais d'une batteuse. Si le sol résiste au battage, un pré-forage pourra être réalisé avant de battre le pieux. Le pré-forage peut être rempli de gravier ou de béton pour améliorer la tenue de la fondation.

Facile à mettre en œuvre, ce type de fondation minimise les impacts environnementaux, permet d'ajuster aisément l'horizontalité des structures et facilite le démantèlement en fin d'exploitation.

Etant donné l'absence d'une membrane de protection de l'ancienne décharge, cette solution est privilégiée, et sera mise en œuvre sous réserve des résultats de l'étude de sol.

- **Les fondations hors-sol type longrines en béton**

Les fondations hors sol type longrines en béton sont utilisées lorsqu'il n'est pas possible d'enfoncer des pieux dans le sol à cause de contraintes techniques ou environnementales (ancien centre d'enfouissement de déchets par exemple). Ce type d'installation présente l'avantage de s'adapter à tous types de sols, mais la mise en œuvre est plus contraignante et en général plus coûteuse.



Figure 18 - Photographie de pieux battus



Figure 19 – Photographie de longrines

4.2.5. Les onduleurs et les postes de transformation

Les onduleurs transforment le courant continu produit par les modules en courant alternatif. Ils sont raccordés aux chaînes de modules par des câbles courant continu, et aux points de livraison par des câbles en courant alternatif, éventuellement regroupés dans des boîtiers de raccordement et protégés par des disjoncteurs.

La tension en sortie des onduleurs est celle du réseau électrique basse tension Enedis soit 400V triphasé. Les transformateurs Enedis élèvent la tension à 20 000 V pour un raccordement au réseau HTA. La puissance des onduleurs sera validée en phase d'études avancées.

4.3. Descriptif des travaux de construction

La phase de construction durera entre 2 et 3 mois.

Des règles de sécurité et de protection de l'environnement seront données aux différents prestataires intervenant sur site. Les règles de bonne conduite environnementale seront indiquées, en particulier, concernant le robinier faux-acacia, sur la base de la mesure R4 préconisée en partie 5.

Tout au long du chantier, il est accordé une attention particulière à la gestion des déchets. Ceux-ci sont triés (matériaux recyclables ou non) et regroupés dans des conteneurs adaptés.

La construction sera notamment séquencée en plusieurs étapes :

Etape 1 : la préparation du terrain

Le sol sera préparé préalablement au démarrage des travaux de construction. La végétation sera coupée. La clôture et le portail d'accès seront mis en place dès le début du chantier, l'accès sera strictement réservé aux seules personnes habilitées. Une petite base de vie sera installée :

- Un bloc sanitaire ;
- Un (des) conteneur(s) pour le matériel et l'outillage ;
- Une zone de parcage des véhicules et des engins de chantier ;
- La création d'une zone déchets. Des bennes à déchets permettront d'effectuer un tri sélectif des différentes catégories de déchets produits. Elles seront régulièrement vidées et les déchets orientés vers des centres de traitement agréés ;
- La mise en place d'un zonage destiné à recevoir les différentes catégories de matériaux en transit.

Etape 2 : la pose des supports, la fixation des modules photovoltaïques et leur raccordement

Les fondations des structures porteuses seront installées selon la technique la plus adaptée à la typologie de fondation choisie pour le site suite à l'étude de sol. Les structures préfabriquées, composées d'acier traité contre la corrosion ou d'aluminium seront assemblées sur site.



Figure 20 – Photographies de la pose des supports

Les modules seront fixés sur les structures métalliques en utilisant le système préconisé par le fournisseur des modules.



Figure 21 – Photographie pose des panneaux sur les supports

Les câbles électriques nécessaires au transport de l'énergie vers le point de livraison au réseau seront installés le long des structures métalliques, sur chemins de câble ou en souterrain.

Les réseaux de communication et de mise à la terre seront enterrés ou sur chemins de câble. Les tranchées seront réalisées à l'aide d'une pelle mécanique ou d'une trancheuse, elles seront creusées

préférentiellement en bordure de piste afin de minimiser l’emprise des travaux. Une fois le câble déroulé dans la tranchée celle-ci sera rebouchée et compactée. Du sable pourra être ajouté dans la tranchée afin de protéger les câbles enterrés.

Le dimensionnement et la modalité de pose des câbles seront vérifiés par un organisme de contrôle indépendant avant la mise en service du parc.



Figure 22 – Tranchée pour le passage des câbles

Etape 3 : l’installation de l’équipement électrique

Les onduleurs seront installés directement sur les structures, ou regroupés dans une armoire fermée, et les armoires de livraison seront installées en limite de propriété ; le poste de livraison sera de dimension réduite compte-tenu de la taille du projet. Les modules seront connectés en série entre eux afin de former une branche (ou « string »). Puis les strings, groupés en parallèle dans les boîtiers de raccordement, seront raccordés aux postes électriques.



Figure 23 – Photographies du câblage des panneaux (gauche) et du boîtier de raccordement (à droite)

Etape 4 : raccordement au réseau public de distribution (assuré par Enedis)

La phase construction s’achèvera par le raccordement au réseau public de distribution d’électricité par le gestionnaire de réseau (Enedis).

Préalablement à la mise en service, des tests de fonctionnement seront réalisés. Ils visent à s’assurer du bon fonctionnement de l’ensemble des composantes de la centrale d’un point de vue électrique et de contrôle à distance (supervision). Si les tests sont favorables, les techniciens d’Enedis procéderont à la mise sous tension, et la centrale sera alors mise en service.

4.4. Descriptif de la phase exploitation

4.4.1. Maintenance du site

Un générateur photovoltaïque nécessite généralement peu de maintenance. Toutefois, afin de produire le maximum d'énergie, les modules doivent être opérationnels à 100%. Pour cela, une maintenance préventive annuelle sera mise en place par notre service exploitation.

Aucun poste de gardiennage ne sera présent sur le site. En revanche, la centrale sera équipée d'un système de télégestion de l'installation. Ce système permet d'être averti en cas de défaillance et de réagir rapidement pour des opérations de maintenance corrective.

Les principaux points de contrôle de la visite annuelle de maintenance sont :

- Le contrôle visuel des modules et des structures, la détection éventuelle d'objets masquant les cellules (cartons, plastiques) ;
- La vérification de l'état des câbles et des connecteurs ;
- La vérification de l'état des boîtes de connexion ;
- La vérification de la tenue de la structure et des modules ;
- La mesure des tensions circuit ouvert des chaînes de modules ;
- La vérification et le dépoussiérage des onduleurs, éventuellement, thermographie infrarouge des armoires de protection ;
- La vérification des cellules et des connexions électriques ;
- La vérification des protections électriques, des parafoudres, de la continuité des masses et des liaisons à terre, le remplacement des fusibles le cas échéant.

4.4.2. Entretien de l'installation

Une reprise naturelle de la végétation au droit des panneaux permettra le maintien d'une couverture en herbacée basse, une stabilisation des poussières et ainsi la prévention de tout éventuel envol de particules. Cette couverture fera l'objet d'une fauche régulière, planifiée en fonction de la repousse de la végétation. Le passage d'un engin léger entre les allées est à prévoir ainsi que d'une débroussailleuse sous les modules. Aucun produit phytosanitaire ne sera employé dans la centrale.

Aucun nettoyage des panneaux n'est envisagé. En effet, l'action naturelle de la pluie assure a priori un lessivage suffisant des panneaux.

Les aspects pratiques de l'entretien se conformeront aux mesures prises en faveur de l'environnement de la centrale.

4.4.3. Sécurité

Le site ne sera pas ouvert au public pour des raisons de sécurité. Ainsi, la totalité du site sera sécurisée par une clôture de 2 m de haut 340 mètres linéaires. Il sera accessible par un portail au sud compatible avec les clés d'ouverture pompiers.

4.4.4. Défense extérieure contre l'incendie et accessibilité des secours

Les aménagements prévus (accès, portail, piste intérieure...) respectent les préconisations du SDIS63.

Le terrain est accessible par un portail installé après un chemin d'accès directement au sud de l'antenne, et ouvre sur une piste à deux branches : l'une longeant l'est de la parcelle et l'autre le sud, contre les haies.

Les points d'eau incendie les plus proches sont une réserve de 120 m³ à environ 300 mètres appartenant aux exploitations agricoles et un poteau incendie présent à 450 mètres environ sur la RD443. Au vu de la taille réduite du site, cette configuration est acceptable.

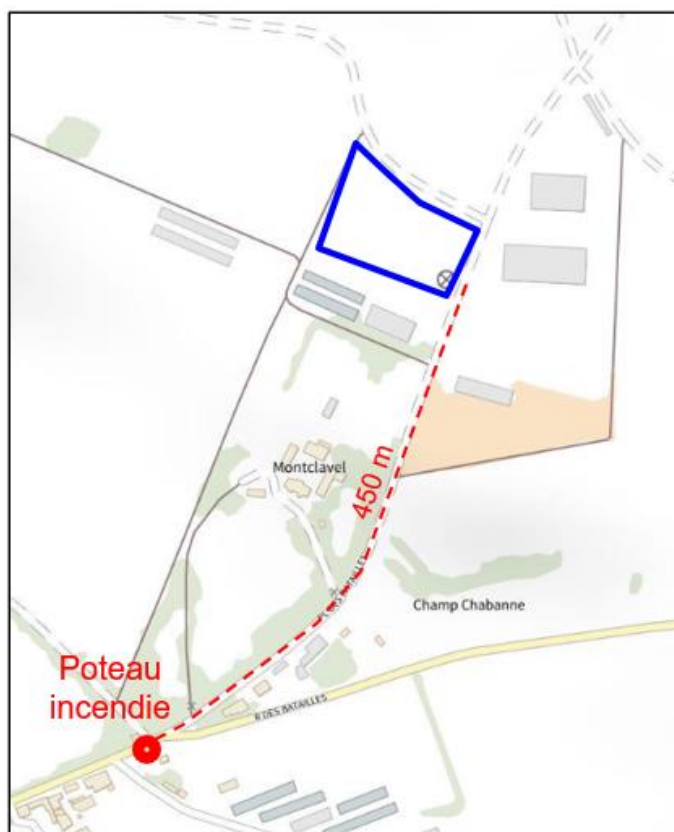


Figure 24 – Défense extérieure contre l'incendie

4.5. Descriptif de la phase de démantèlement

Le démantèlement d'une installation photovoltaïque consiste à ôter tous les éléments constitutifs du système, depuis les modules jusqu'aux câbles électriques, en passant par les structures. Ainsi, les opérations de démantèlement constituent la première étape de la remise en état du site, et consistent à procéder :

- Au démontage des panneaux photovoltaïques,
- Au démontage des structures,
- Au retrait du câblage électrique (avec ouverture et remblaiement des tranchées pour les câbles enterrés),
- Au démontage des points d'ancrage.

Ces opérations seront prises en charge par le maître d'ouvrage.

L'éco-organisme SOREN, agréé par les pouvoirs publics comme éco-organisme pour la filière photovoltaïque en France, assure ensuite la collecte et le traitement des panneaux.

4.6. Planning prévisionnel du projet

Il est prévu que l'ensemble des autorisations soit obtenu d'ici début 2024 (environnement, urbanisme et réseau d'électricité).

Le montage juridique et financier du projet (bail et emprunt) ainsi que les études techniques préalables (relevé topographique, étude géotechnique...) et la consultation des entreprises devrait être bouclé en juin 2024. Pour respecter la mesure d'adaptation du calendrier de chantier, celui-ci démarrera à l'automne pour une mise en service en début d'année 2025.

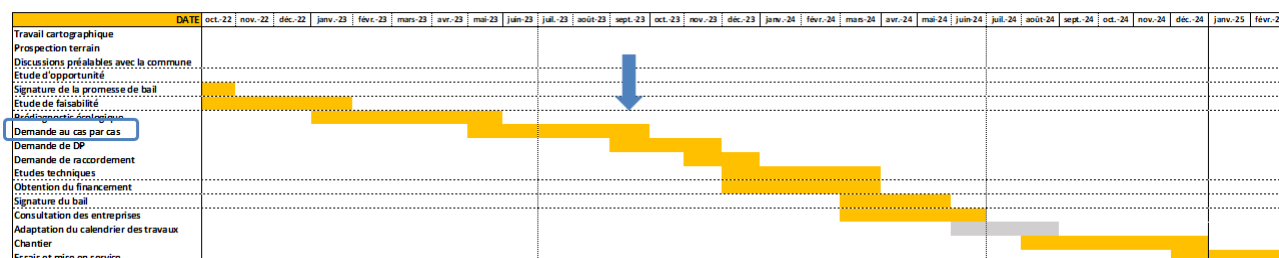


Figure 25 – Planning prévisionnel du projet

5. Evaluation des incidences du projet et mesures associées

L'analyse des enjeux et de l'impact du projet sont détaillés ci-dessous, ainsi que les mesures mises en place pour y remédier.

5.1. Synthèse des enjeux et recommandations

La hiérarchisation des enjeux liés au patrimoine naturel se base sur la synthèse et l'interprétation des éléments issus de l'état initial (données bibliographiques et inventaires). La méthodologie employée et les critères d'évaluation des enjeux sont explicités dans l'étude de CREXECO pour la flore, les habitats, la faune et les continuités écologiques.

Le tableau ci-dessous synthétise les différents enjeux associés au site.

Thème	Etat initial	Enjeux	Niveau de l'enjeu sur le site					
			Nul	Néglig eable	Faible	Modé ré	Fort	Très fort
Environnement humain								
Utilisation du site et voisinage	Le site est en friche et n'est pas utilisé par le public. Les abords du site sont inchangés.		X					
Documents d'urbanisme	Le secteur d'étude est classé en zone naturelle Ua du PLU.		X					
Réseaux et servitudes	L'aire d'étude est accessible par la place des Batailles à l'est de la parcelle et par un chemin rural au nord.		X					
	Une ligne HTA surplombe la parcelle grevée d'une servitude de type I4 (distances de sécurité), compatible avec le projet. Une attention particulière sera portée à la phase chantier et à l'utilisation d'engins de levage.			X				
Usage des sols	Aucun potentiel agronomique ou forestier.		X					
Environnement physique								
Hydrologie	Pas de captage d'eau potable dans le secteur.		X					
	Pas de modification significative de l'écoulement et de l'infiltration des eaux de pluie.		X					
Risques naturels	Pas de Plan de Prévention des Risques Naturels sur la commune. Le risque sismique est modéré et le retrait gonflement des argiles présente un aléa faible : ils sont sans conséquence sur le projet.		X					
Sous-sol	Déchets inertes.		X					
Paysage et patrimoine								
Zone de protection patrimoniale	Hors zones de protection.		X					
Paysage proche	Les panneaux solaires ne seront visibles d'aucune habitation ni de la voie publique.		X					
Social	Le projet est excentré par rapport au village, dans une zone dédiée à l'activité agricole. Il constitue un changement mineur dans le cadre de vie des riverains et habitants. Les animations et la mise en valeur du projet avec la coopérative citoyenne locale aura un impact positif sur la dynamique locale.	Appropriation citoyenne du projet, bonne perception sociale.			X (positif)			
Environnement naturel – contexte biotique								
Zonages environnementaux	Pas de lien écologique jugé significatif entre les différents zonages et la ZIP.		X					

Zones humides	Absence de zone humide au sein de la ZIP		X					
Habitats	9 habitats naturels différents ont été répertoriés dans l'aire d'inventaires, dont seulement 5 dans la ZIP de niveau d'enjeu faible à très faible. Les habitats de la ZIP ne présentent pas d'intérêt particulier. Ils sont dominés par les friches prairiales en cours d'embroussaillage avec des fourrés mésophiles arbustifs à arborés.				X			
Flore	Aucune espèce d'intérêt patrimonial n'a été détectée au sein de l'aire d'inventaires. Compte-tenu des milieux présents, il est très peu probable qu'une espèce à minima vulnérable ou légalement protégée soit présente au sein de la ZIP qui semble plutôt pauvre en espèces (dominance des fourrés peu diversifiés). 1 espèce invasive de niveau d'enjeu fort a été inventoriée : le Robinier faux acacia.	Une attention particulière devra être portée au robinier faux-acacia lors de la phase de chantier pour éviter sa propagation.				X		
Faune	La ZIP est relativement attractive pour les oiseaux qui joue un rôle de refuge à une échelle très locale, de même que pour la faune. Mais sa taille réduite et l'absence d'habitats comparable aux environs limite son attractivité Les enjeux semblent relativement limités avec des habitats arbustifs et arborés d'intérêt pour l'avifaune, les reptiles et l'Écureuil. Les potentialités de gîte pour les chiroptères sont nulles avec des arbres jeunes.	Enjeu de maintien des habitats arbustifs et arborés favorables à l'avifaune nicheuse autour de la ZIP car ceux-ci sont très peu présents dans le périmètre proche très impacté par les activités humaines.				X		
Continuités écologiques	La ZIP n'est incluse dans aucun réservoir de biodiversité ou corridor d'importance régionale. La zone peut représenter un réservoir local (zone refuge au sein d'un secteur de monoculture intensive), mais en l'état actuel, la ZIP ne représente pas un élément de continuité écologique significatif.		X					

Figure 16 – Tableau de synthèse des enjeux du projet

5.2. Synthèse des mesures mises en place

Les mesures sont catégorisées comme suit :

- A : mesures d'accompagnement
- E : mesures d'évitement
- R : mesures de réduction
- C : mesures de compensation
- S : mesures de suivi

Environnement humain

Des précautions seront prises pendant la phase de chantier pour respecter la servitude entourant la ligne HTA surplombant la parcelle au nord-ouest et éviter qu'elle ne soit touchée par un engin de chantier, notamment par un engin de levage.

A1 Réunion publique

Une réunion publique de présentation du projet sera organisée avec Combrailles Durables avant le démarrage du chantier. Ce sera l'occasion pour les habitants de s'informer sur le projet mais aussi de mieux appréhender les enjeux liés à l'énergie.

Environnement physique

Le projet n'a pas d'incidence sur l'environnement physique.

Environnement naturel

E1 Préservation des fourrés en périphérie de la zone implantée

Les fourrés bordant la parcelle seront en partie préservés afin de maintenir des habitats favorables à la faune. L'accès au chantier puis à la centrale en exploitation pourra se faire à proximité de la plateforme de l'antenne télécom.

Cette mesure réduit la surface clôturée de 2 700 m² et la puissance de 70 kWc, soit une non-économie de 4 tonnes de CO₂ par an.

R1 Matérialisation des emprises de travaux

Un balisage identifiable sera mis en place afin d'empêcher toute dégradation des habitats en dehors de l'emprise nécessaire.

R2 Adaptation du calendrier des travaux

Cette mesure consiste à effectuer les travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres pour la création des pistes d'accès en dehors des périodes pendant lesquelles les espèces sont les plus vulnérables, notamment la période de nidification des oiseaux (mars à juillet inclus).

Cette mesure décale le planning de projet de 3 mois environ.

R3 Mise en place de bonnes pratiques environnementales de chantier

- Chantier non éclairé
- Contrôle des véhicules pour éviter toute pollution accidentelle
- Evacuation des déchets

R4 Contrôle de la dissémination des plantes exotiques envahissantes

- Retrait des jeunes individus de Robinier répertoriés (arrachage avec les racines)
- Aucune introduction ni export de remblais entre le site et l'extérieur ;
- Surveillance et lutte contre les EVEC qui pourraient apparaître durant le chantier ;

R5 Conservation sur place du bois coupé

Les rémanents de coupe seront laissés sur place sous forme d'andains de bois et de troncs en bordure de la zone débroussaillée.

R6 Remise en état des zones impactées par les travaux

À la fin des travaux, l'ensemble des installations de chantier (notamment la base-vie) et les déchets seront enlevés. De la terre végétale (récupérée et stockée sur site au début des travaux) sera étalée sur les secteurs terrassés.

R7 Clôture adaptée au passage de la petite et moyenne faune

Afin de laisser un accès à la petite faune terrestre (mammifères et reptiles), le grillage entourant le parc devra être de type « parcs à gibier » posé de manière inversée (le haut en bas) pour disposer des mailles les plus grandes au niveau du sol.

R8 Entretien du parc respectueux de l'environnement

Aucun produit chimique ne sera utilisé ni pour l'entretien de la centrale

Synthèse des mesures sur le milieu naturel

Réf.	Mesures	Coûts
Evitement		
E1	Préservation des fourrés en périphérie de la zone implantée	Sans surcoût spécifique
Réduction		
R1	Matérialisation des emprises de travaux	50 €
R2	Adaptation du calendrier de travaux	Coûts d'arrêts de chantier si intempéries
R3	Mise en place de bonnes pratiques environnementales de chantier	Sans surcoût spécifique
R4	Contrôle de la dissémination de plantes exotiques envahissantes	à chiffrer
R5	Conservation sur place du bois coupé	Sans surcoût spécifique
R6	Remise en état des zones impactées par les travaux	Sans surcoût spécifique
R7	Clôture adaptée au passage de la petite et moyenne faune	Sans surcoût spécifique
R8	Entretien du parc respectueux de l'environnement	3 500 €

6. Conclusion

Le projet de micro-centrale photovoltaïque de 529 kWc sur l'ancienne décharge de Aubiat est de taille réduite (moins d'un hectare) et implanté sur un terrain au sous-sol rempli de déchets. Le prédiagnostic effectué au printemps 2023 nous a permis de confirmer le faible intérêt écologique de la parcelle et de prévoir les mesures de préservation à mettre en place, en particulier la préservation des fourrés périphériques pour les oiseaux nicheurs. Ces éléments nous amènent à demander une dispense d'évaluation environnementale.

Nous considérons également important de prendre en compte l'impact positif du projet sur la transition énergétique locale via la participation à la transition énergétique du territoire vers une électricité moins carbonée, le renforcement de la dynamique citoyenne du territoire et la limitation des coûts dans le réseau électrique avec une production décentralisée.

7. Annexes

CERFA 14734-04

Annexe 1 : coordonnées de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : plan de situation

Annexe 3 : photographies du site

Annexe 4 : plan de masse du projet

Annexe 5 : plan des abords du projet

Annexe 6 : zonages environnementaux

Annexe C1 : tracé du raccordement envisagé

Annexe C2 : vues aériennes historiques de la décharge

Annexe C3 : rapport du pré diagnostic environnemental